

Climat des IDE et le marché du travail au niveau du monde réalité et perspective

Climate of the IDE and the labor market at the international level reality and Prospect

Abdelkader GUENDOZ
Faculté des sciences
économiques
Centre universitaire de Bechar
guendouz_abd @ yahoo.fr

Zahira BEDJAOUI
Faculté des sciences
économiques
Université de Tlemcen, Algérie
bedjaoui.zou@ gmail.com

Leila KHAOUANI
Faculté des sciences économiques
Université de Tlemcen, Algérie
lilas_kh101@ yahoo.fr

Résumé :

Aujourd'hui les investissements directs étrangers sont en plein dynamisme. D'une zone à l'autre, le constat est fait. Les entreprises s'internationalisent de plus en plus, tout en franchissant de nouvelles frontières ; De nombreux pays mettent en œuvre des politiques d'une très grande ampleur pour s'y adapter. Cet article a pour objectif de nous éclairer sur l'évolution mondiale des IDE, leurs enjeux, leurs perspectives, les expériences et les politiques de quelques pays, leurs impacts et de déterminer quelques mesures à prendre en matière de politique économique et d'emploi.

Mots-clés : flux IDE, destinations des IDE, provenances des IDE, marché du travail, création de l'emploi.

Abstract:

Today foreign direct investments are in full dynamism. From one area to another. The observation is made. Companies are becoming more and more internationalized, while crossing new frontiers. Many countries implement a number of policies to be adapted to this. The aim of this article is to enlighten us on the global changing of FDI, their issues, their perspectives, the experiences and policies in some countries, their impacts and to determine some measures on economic policy and employment.

Keywords: flow IDE, destinations of FDI, sources of FDI, labor market, creation of employment.

Introduction :

Depuis quelques décennies, la mondialisation l'engagement de quelques pays à la privatisation on fait que plusieurs pays se sont dirigés vers les investissements directs étrangers.

L'action gouvernementale estime, par le biais de ces investissements, apporter une prospérité à l'activité économique, améliorer la compétitivité des entreprises tout en augmentant leur nombre, accroître l'offre d'emploi ce qui permet la diminution du chômage et par la suite la réduction de la pauvreté.

Plusieurs auteurs (comme Caves, Dunning, Graham et Krugman) conçoivent les IDE comme facteur qui peut : fournir aux pays d'accueil des ressources spéciales, le savoir-faire, l'accès à des réseaux internationaux de production et de distribution, transférer de la technologie, et enfin accroître la formation du capital et la création d'emplois ¹.

De ce dernier effet, les pays sous-développés peuvent développer leur marché de travail, en attirant plus d'IDE, ce qui demeure une opportunité à saisir. Toutefois, le marché de travail dans ces pays connaît des distorsions et des rigidités, pouvant constituer des contraintes et entraves freinantes pour un maximum de profit, éventuellement tiré des IDE.

Les questions que nous nous posons sont:

Est- ce que les IDE peuvent contribuer au développement économique et à la promotion du marché du travail ?

Cette contribution est-elle la même pour tous les pays ?

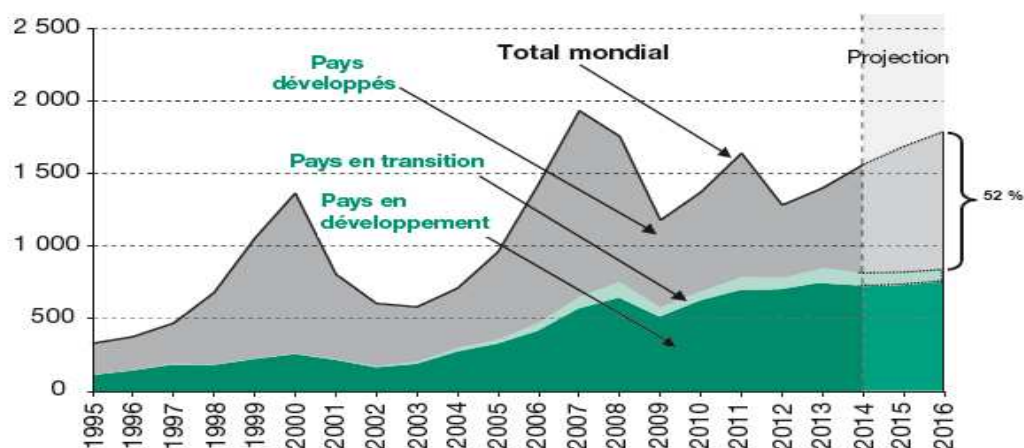
Le but de cet articles est de :

- contribuer à l'amélioration des connaissances sur les conditions de promotion des investissements directs étrangers ;
- de faire le bilan des investissements directs étrangers mondiaux;
- de dégager les facteurs qui expliquent la faiblesse des investissements directs étrangers dans certains pays ;
- de montrer leur impact sur la création de l'emploi.

1- Les flux des IDE, vue d'ensemble

De 1980 à 2005², les flux des IDE dans le monde sont passés de 55 271,9913 millions de dollars US à 916 276,6 ; soit une augmentation de plus de 86 1004 millions de dollars US. En 2005 elles ont augmenté de 29% contre 38% en 2006 (1306 milliards de dollars). Cette augmentation a été largement le fruit de la libéralisation des échanges et des investissements, ainsi que de l'évolution des technologies de l'information et de la communication.

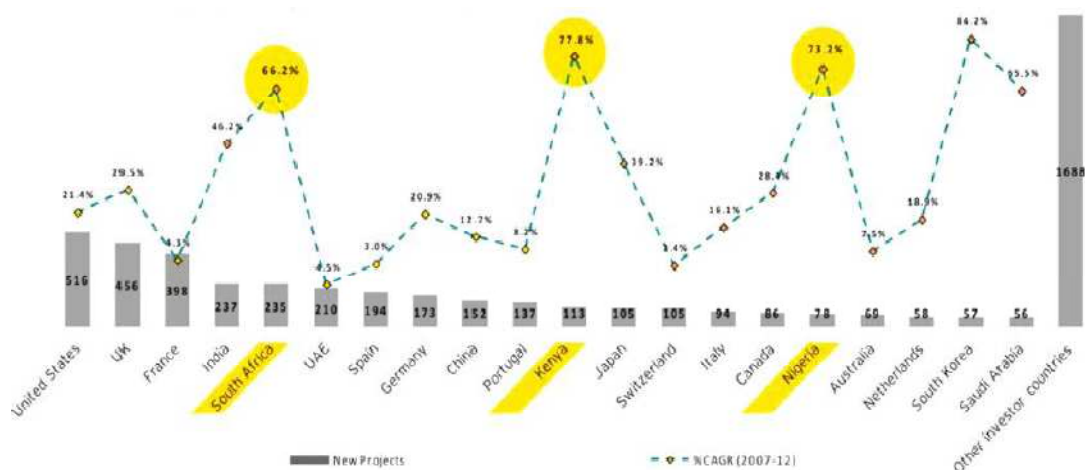
Figure 01 : Entrées d'IDE à l'échelle mondiale et par catégorie de pays 1995-2013 et projection 2014-2016(En milliards de dollars)



Source: Rapport sur l'investissement dans le monde ; Vue d'ensemble. CNUCED 2014.

Mais ces résultats enregistrés dans de nombreux pays (développés, en développement et les pays en transition de l'Europe), vont être perturbé par la crise de 2007. En effet les parts vont transmuter : la part d'investissement des pays en développement et en transition va atteindre 48% en 2008, par contre celle des pays développées ce voit baissé (29% pour 2008 contre 45% en 2006). En dépit de la crise les IDE vont atteindre consécutivement pour les années 2010, 2011, 2012,2013 : 1240, 1500, 1350,1450 milliards de dollars. (Voir graphe N°01). Ces pays en développement on pu résister à la crise de 2007 qui a sévit au fait que leur système financiers était moins emmêlés au système bancaire des pays développés.

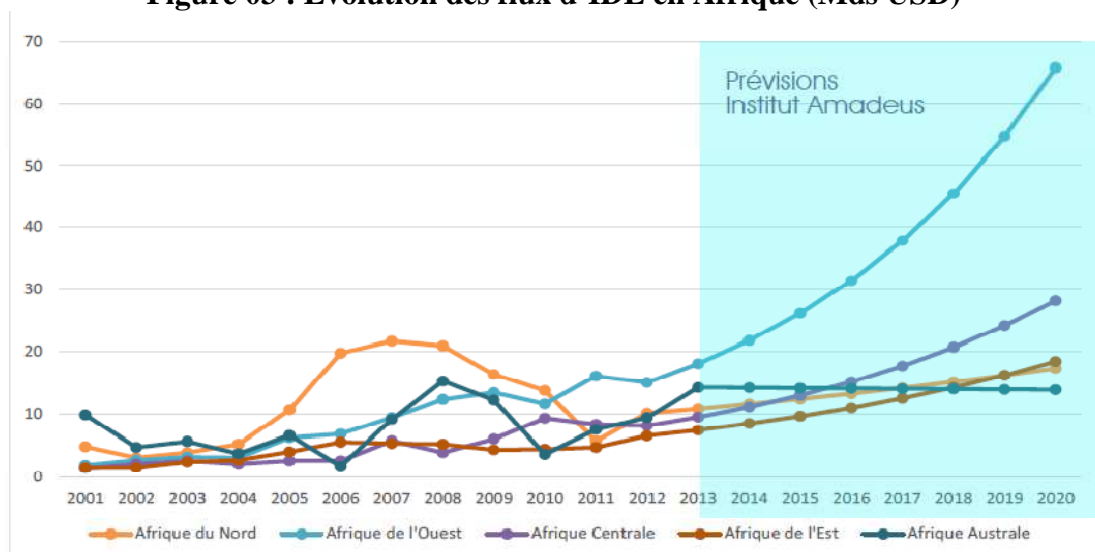
Figure 02 : Evolution des projets IDE par pays (2007-2012)



source : fdi Markets, Ernest & Young Analysis

Les IDE entrants pour les économies du continent africain ont atteint le seuil de 30% soit 671,958 millions de dollars US en 2005, alors qu'ils étaient de 400,351885 en 1980. En 2006 ils ont doublé atteignant 36 milliards de dollars pour ensuite atteindre 53 milliards de dollars en 2007. Malgré la crise les investissements à destination de l'Afrique ont augmenté de 63%.

Figure 03 : Evolution des flux d'IDE en Afrique (Mds USD)



Source : Estimation et prévisions Institut Amadeus : données CNUCED 2012

Les flux d'IDE à destination de l'Afrique sont tombés de 72 milliards de dollars EU en 2008 à 59 milliards de dollars EU en 2009, soit une baisse de 19 % par rapport à 2008, en raison de la crise financière et économique. En 2009, la part de l'Afrique était à de 5,27%, contre 27% pour l'Asie.

La majeure de cet IDE est affectée à l'exploitation des ressources naturelles (projets pétroliers, gaziers et miniers).

Malgré ce taux, les investissements en Afrique restent supérieurs à ceux qui ont précédé le pic de 2008. Mais après ce recul les IDE ont repris en 2012 puisqu'ils s'estiment à 49.7 Milliards USD soit une hausse de 16%.

Selon une étude faite par Africa Attractiveness Survey d'Ernst & Young 2013, auprès de 500 chefs d'entreprise, 86 % des répondants qui ont une présence établie sur le continent pensent que l'attractivité de l'Afrique en tant que lieu pour faire des affaires continuera à augmenter. Ils ont classé l'Afrique seconde destination d'investissement après l'Asie.

Pour cette dernière c'est l'optimisme des chefs d'entreprises, l'amélioration du climat d'investissement et les efforts de libéralisation qui ont fait d'elle la principale destination des investissements directs étrangers. En Asie par exemple, le montant de flux des IDE en destination des pays en développement était de 199 553,637 millions de dollars US en 2005, contre seulement 662,682076 millions de dollars US pour 1980. Ils atteindront 249 milliards de dollars en 2007. L'Asie reste la première région d'accueil de l'investissement étranger direct (IDE) au niveau mondial, puisqu'elle reçoit près de 30 % des flux d'IDE mondiaux, d'après le *Rapport sur l'investissement dans le monde 2014* de la CNUCED. Le total des flux d'IDE à destination des pays en développement d'Asie (à l'exception des pays d'Asie occidentale) s'élevait à 382 milliards de dollars des États-Unis en 2013, soit 4 % de plus qu'en 2012.

D'autres organisations au niveau régional ANIMA (réseau euro-méditerranéen d'agences de promotion de l'investissement) font le diagnostic des évolutions en matière des IDE au niveau euro-méditerranéen.

Selon cette entité, les pays MEDA-10 (Algérie, Chypre, Egypte, Israël, Liban, Maroc, Autorité Palestinienne, Syrie, Tunisie, Turquie) ont réalisé des résultats assez considérables en termes de montants annoncés. De 13738 millions USD en 2003, les flux IDE ont touché le seuil de 57595 millions USD en 2006. La Turquie, Israël et l'Egypte, chapotent la liste des pays de la région avec 46296 millions USD en 2006.

Mais Les IDE vont diminuer pour quelques pays du Med, vue la situation politique de certains pays comme l'Egypte, la Tunisie et la Syrie et la Lybie Voir Tableau N° 01 et 02 :

Tableau 01 : Flux des IDE entrants pour chaque pays Med (Millions USD) 2001-2007

Région/pays	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Algérie	1 196	1 065	634	882	1 081	1 795	1 665
Egypte	510	647	237	2 157	5 376	11 578	11 600
Israël	3 562	1 651	3 901	2 002	4 881	14 729	9 998
Jordanie	180	122	443	816	1 774	3 219	1 835
Liban	1 451	1 336	2 977	1 993	2 791	2 739	2 845
Maroc	2 808	481	2 314	895	1 653	2 450	2 577
A. Palestine	19	9	18	49	47	19	21
Syrie	110	115	180	275	500	600	885
Tunisie	7242	2278	1283	1540	7281	477	7 028
Turquie	3 352	1 133	1 751	2 785	10 031	19 989	22 029
Med 10	20 430	8 837	13 738	13 394	35 415	57 595	60 483
Libye	-113	145	143	357	1 038	2 013	2 541

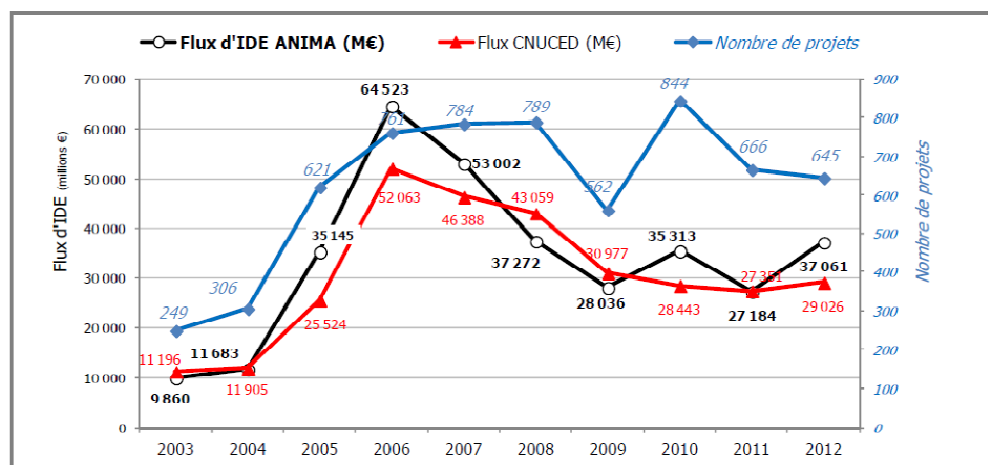
Source : Rapport sur l'investissement dans le monde ; Vue d'ensemble. CNUCED 2008.

Tableau 02 : Flux des IDE entrants pour chaque pays Med (Millions USD) 2008-2012

	Investissements Directs Etrangers en Millions de Dollars				
Années	2008	2009	2010	2011	2012
Maroc	2487	1952	1574	2568	2836
Egypte	9495	6712	6386	-483	2798
Soudan	2601	1816	2064	2692	2466
Tunisie	2759	1688	1513	1148	1918
Algérie	2593	2746	2264	2571	1484
Lybie	3180	3310	1909	-	-
Afrique du Nord	23114	18224	15709	8496	11502
Afrique	58894	52964	43582	47598	50041

Source : Rapport sur l'investissement dans le monde ; Vue d'ensemble. CNUCED 2013.

Pour l'année 2012 nous remarquons une légère hausse, il passe de -483 (2011) pour l'Egypte à 2798 Millions USD (2012). Globalement les IDE pour les pays Med passent de 64590 Millions USD en 2011 à 73045 millions USD en 2012.³

Figure 04: Evolutions des montants et nombre de projets d'IDE annoncés (2003-2012)

Source : ANIMA-MIPO et CNUCED convertis en €

Mais cette reprise est surtout due aux investisseurs Russe, indien, chinois. Selon le rapport fait par la CNUCED 2013, la Chine est la 2ème destination des flux d'IDE dans le monde. C'est l'un des pays les plus attractives pour les compagnies transnationales pour ces deux dernières années 2013-2015. Après avoir chuté en 2009 sous l'effet de la récession mondiale, les flux d'IDE sont repartis à la hausse puisqu'en 2013, les IDE réalisés ont augmenté de plus de 5% en valeur par rapport à 2012.

Par contre la part des investisseurs Européens s'est vue restreinte de 45% à 26% de la part des marchés.⁴

Cette retraite est une erreur stratégique, car la Méditerranée présente des avantages tels que : la proximité des marchés qui croissent plus vite que ceux de l'Europe, une main d'œuvre qualifiée et compétitive, un accès à des sources d'énergie variées, un positionnement au cœur d'un tiers des routes commerciales maritimes et des marchés considérables en matières d'opportunités.

Quant à l'Algérie, elle affiche de bons résultats pour les années 2008 à 2011 par rapport aux années précédentes⁵. Puisque pour les années 2003 à 2007 ils variaient entre une fourchette de 634 à 1665 Million USD, par contre pour les années 2008 à 2011 nous remarquons une légère remontée ils atteignent 2593 en 2008 contre 2571 millions USD en 2011. Par contre pour 2012 ils s'ajustent à 1484 millions USD, ils ont diminué de -42% par

rapport à l'année 2011. Cette baisse est imputable à un climat d'affaire mondial défavorable pour les IDE, puisque ces derniers ont baissé de -18.2% à l'année 2011. Mais malgré cette baisse les stocks d'IDE en Algérie ont progressé fin 2012 (+7% par rapport à 2012). Voir tableau suivant :

Tableau 03 : Evolution du stocks d'IDE en Afrique du Nord (MUSD,2007-2012)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Part dans le total régional en 2012
Algérie	11606	14199	6945	19209	21780	23264	11.8%
Total régional	134850	153224	171937	184902	186656	196818	100%

Source : Rapport sur l'investissement dans le monde ; Vue d'ensemble : CNUCED 2013.

Ces IDE se font par le biais des Firmes multinationales ; ces dernières se développent d'une manière ahurissante par l'implantation de filiales un peu partout dans le monde. Beaucoup des économistes vantent les effets bénéfiques des IDE grâce à ceux que peuvent permettre les nouveaux capitaux en matière de technologie, de nouveaux marchés, le développement local. Mais que peut-on dire des répercussions de ces IDE sur les marchés de travail ? Sont-ils vraiment bénéfique pour les pays d'accueil ?

2- IDE-Création d'emplois Des opportunités avec prudence

Les gouvernements se forcent à mettre en place des nouvelles politiques et d'adapter les dispositifs (déjà existant) pour faire venir les IDE, ceci pour les différents avantages qu'ils représentent. La création d'emplois demeure un des objectifs les plus ciblés.

Aux Etats-Unis, la présence des firmes multinationales d'origine européenne a résulté 4, 3 millions de salariés, avec 600 000 pour les entreprises françaises.⁶

A leur tour, les IDE américains en Europe ont généré un résultat très proche, avec 4,2 millions d'emplois créés, ce qui représente 43 % du total en 2002. Ainsi, les implantations américaines en Europe engendrent des emplois d'un rythme très impressionnant, soit une moyenne de plus de 40 000 emplois par an, pour la période 2002-2005.

Pas loin de ce continent, la rive sud de la méditerranée demeure très loin de ces performances. Les records en matière de création d'emplois, sont au seuil de 2000 dans les pays du Maghreb. En 2004, le Maroc était premier concernant l'absorption de la main-d'œuvre à travers les IDE. En 2010 plus de 175 000 emplois directs (contre 93 000 en 2009) qui ont été créés par les IDE et plus près de 585 000 emplois indirects.

Cependant, et en comparaison avec les autres résultats de la région, ce constat peut être qualifié d'exceptionnel. A titre d'exemple, le plus haut niveau enregistré en Tunisie était 1 000 emplois⁷. En 2013 ils engendré plus de 8286 emplois voir tableau suivant :

Tableau 04 : flux d'IDE en Tunisie et nombre d'emploi Par pays d'origine (2013)

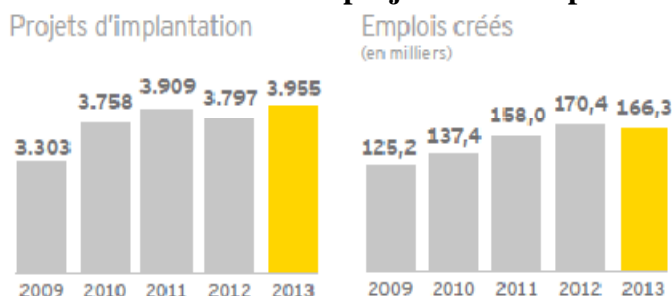
Flux des IDE au cours de 2013 par pays d'origine (primeinvest.tunisie.gov.tn)										
Objet Pays	Création			Extension			Total			
	Nb Projets	IDE	Emplois	Nb Projets	IDE	Emplois	Nb Projets	IDE	Emplois	
France	131	69,6	2 767	86	191,5	1 205	217	261,0	3 992	
Autriche	3	0,0	13	4	247,2	10	7	247,2	23	
Canada	3	0,3	85	9	216,9	0	12	217,3	85	
Royaume-Uni	6	1,1	125	20	201,2	31	26	202,3	156	
Australie	-	-	-	4	163,1	1	4	163,1	1	
Italie	128	39,5	1 325	47	116,3	678	175	155,8	2 003	
Qatar	1	0,1	0	2	145,2	0	3	145,4	0	
Allemagne	17	6,2	929	17	57,1	319	34	63,4	1 248	
Indonésie	-	-	-	1	40,3	0	1	40,3	0	
Émirats Arabes Unis	2	0,7	26	7	38,7	65	9	39,4	91	
Espagne	8	10,2	169	13	78,4	75	21	38,6	244	
Inde	3	33,7	524	1	2,8	10	4	36,3	534	
Suisse	11	3,0	136	8	76,3	367	19	29,3	493	
États-Unis	4	0,2	2	16	27,4	127	20	27,6	129	
Pays-Bas	5	8,0	85	9	14,1	202	14	22,0	287	
Libye	17	1,6	87	5	17,7	4	22	19,2	51	
Koweït	1	0,0	0	5	18,3	58	6	18,3	58	
Luxembourg	2	1,8	61	1	13,1	113	6	15,2	204	
Suède	-	-	-	4	13,1	71	4	13,1	71	
Belgique	15	1,1	311	6	7,7	198	21	9,1	509	
Portugal	3	2,0	1	1	0,1	5	4	2,1	6	
Turquie	8	1,3	158	-	-	-	8	1,3	158	

Source : FIPA 2014 Tunisie

Par contre en Algérie le nombre d'emploi s'élevait à 750 seulement pour l'année 2004. Selon l'ANDI au total 31 projets ont été inscrit durant les six premiers mois de l'année 2013 contre 17 en 2012, générant ainsi 7385 emplois.

Un retour sur le poids des IDE dans la création d'emplois, montre l'abîme existant entre les deux régions. Les investissements étrangers en Europe ont créé jusqu'à 125.2 milliers d'emplois en 2009 contre 166.3 milliers d'emplois en 2013.

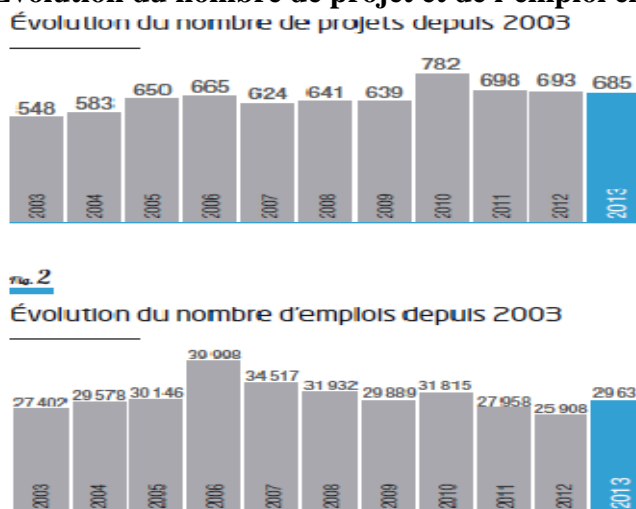
Figure 05 : Evolution du nombre de projet et de l'emploi en Europe 2009-2013



Source : Ey attractiveness Survey 2014

si nous prenons l'exemple de la France nous remarquons que le nombre de projets diminuent après l'année 2010 par contre le nombre a vu un pic en 2006 mais après la crise de 2007 il y a un léger recul.

Figure 06 : Evolution du nombre de projet et de l'emploi en France 2003-2013



Source : AFII 2014

Les différences révélées pour la création d'emploi, peut mettre en cause la faiblesse des IDE en destination des pays sous-développés vu le climat d'investissement (La Banque Mondiale définit le climat de l'investissement comme « l'ensemble des facteurs propres à la localisation de l'entreprise, qui influent sur les opportunités de marché ou le désir des entreprises d'investir à des fins productives, de créer des emplois et de développer leurs activités ») défavorable.

3- Facteurs clés pour la prise de décision des Investissements

La prise de décision de l'investissement, est souvent fonction des facteurs relevant de ces domaines. Une entreprise n'intègre une économie sauf si elle est considérée comme libre. Généralement, les IDE s'orientent vers des pays où les restrictions (à vocation politique ou judiciaire) sont en bas niveau. Selon l'indice de liberté économique du 2014, les pays sous-développés occupent les derniers rangs⁸. La Suisse demeure en 2014 le pays le plus libre

économiquement en Europe. Elle se maintient en quatrième place mondiale, derrière Hong Kong, Singapour et la Nouvelle-Zélande. Parmi les dix pays les plus libres sur la plan économique, Hong Kong (8,98 points), Singapour et la Nouvelle-Zélande Corée du Sud au 33e (7,46). L'Algérie a été classé au 146^{ème} rang en 2015.⁹

Tableau 05 : Indice de liberté économique 2015 (les 10 premiers pays)

Rank	Country	Overall	change
1	Hong Kong	89.6	-0.5
2	Singapore	89.4	0.0
3	New Zealand	82.1	0.9
4	Australia	81.4	-0.6
5	Switzerland	80.5	-1.1
6	Canada	79.1	-1.1
7	Chile	78.5	-0.2
8	Estonia	76.8	0.9
9	Ireland	76.6	0.4
10	Mauritius	76.4	-0.1

Source : The Heritage Foundation 2015. <http://www.heritage.org/index/>

Toutefois, la liberté économique a l'allure d'un aspect générique, auquel s'ajoutent d'autres éléments. Les IDE prêtent beaucoup d'importance à tout ce qui concerne la stabilité politique, l'application des lois et réglementations, ainsi que les autres composantes de la gouvernance.¹⁰

La rigidité du financement et la médiocrité des infrastructures viennent s'ajouter aux aspects d'un climat d'affaire défavorable dans une grande partie des pays sous-développés.

figure 07 : Doing Business 2015

Doing Business 2015	
<p>Top 10 des pays dans le monde, selon le climat des affaires</p> <p>1) Singapour. Note : 88,27 2) Nouvelle-Zélande Note : 86,91 3) Hong-Kong Note : 84,97 4) Danemark Note : 84,20 5) République de Corée Note : 83,40 6) Norvège Note : 82,40 7) États-Unis Note : 81,98 8) Royaume-Uni Note : 80,96 9) Finlande Note : 80,83 10) Australie Note : 80,66</p> <p>Top 10 des pays africains dans le Doing Business 2015</p> <p>28) Île Maurice Note : 74,81 43) Afrique du Sud Note : 71,08 46) Rwanda Note : 70,47 60) Tunisie Note : 67,35 70) Ghana Note : 65,24 71) Maroc Note : 65,06 74) Botswana Note : 64,87 85) Seychelles Note : 63,16 88) Namibie Note : 62,81 110) Swaziland Note : 59,77</p>	<p>Les pays de la Cemac (Afrique centrale) dans le Doing Business 2015</p> <p>144) Gabon Note : 53,43 158) Cameroun Note : 49,85 165) Guinée équatoriale Note : 49,01 178) République du Congo Note : 43,29 185) Tchad Note : 37,25 187) République centrafricaine Note : 34,47</p> <p>Les pays de la Cedeao (Afrique de l'Ouest) dans le Doing Business 2015</p> <p>-Gambie (138^{ème}) -Sierra Leone (140^{ème}) -Mali (146^{ème}) -Côte d'Ivoire (147^{ème}) -Togo (149^{ème}) -Bénin (151^{ème}) -Sénégal (161^{ème}) -Burkina Faso (167^{ème}) -Niger (168^{ème}) -Guinée (169^{ème}) -Nigeria (170^{ème}) -Liberia (174^{ème}) -Guinée-Bissau (179^{ème})</p>

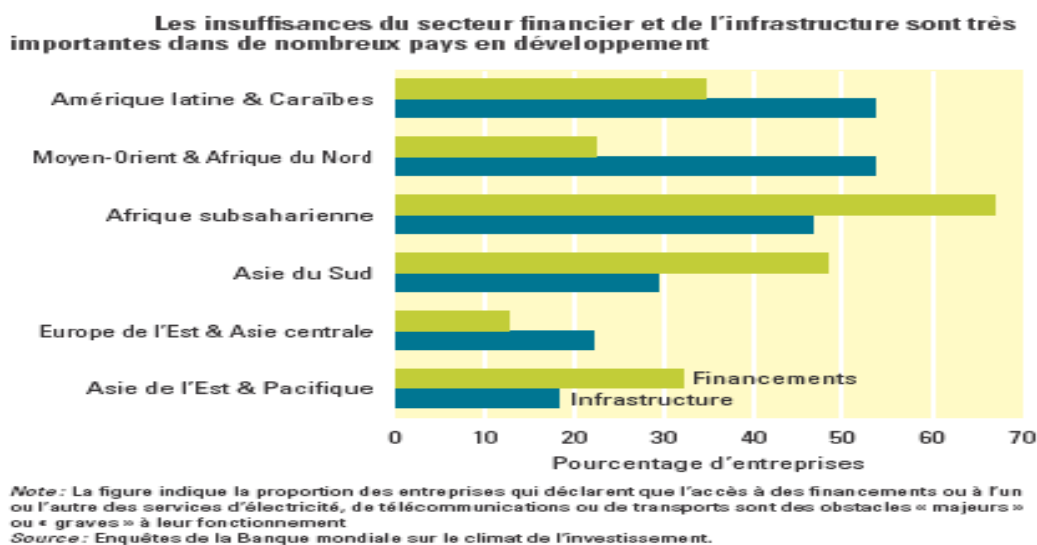
Source : www.dzentreprise.net

Tableau 6 : Classement de l'Algérie en 2012 par indicateur

	Facilité de faire des affaires	Création entreprise	Octroi de permis de construire	Transfert de propriété	Obtention de prêts	Protection des investissements	Paiement des impôts
2004	136	150	113	165	138	74	168
2012	148	153	118	167	150	79	164

Source : Doing business 2015

Les obstacles confrontés par les entreprises sont très divers. Les démarches administratives s'accomplissent avec une lenteur remarquable. Les délais d'immatriculation des nouvelles entreprises, peuvent aller jusqu'à 100 jours en Inde, et dépasser les 200 jours à Haïti ; alors qu'en Australie une telle manœuvre ne dure que 2 jours.

figure 08 : insuffisance du secteur financier et infrastructure par proportion

Source: Enquêtes de la banque mondiale sur le climat de l'investissement

Quant au marché du travail, la décadence est son caractère marquant dans les pays sous-

développés. La première des difficultés est la réglementation du travail. Certaines procédures comme l'embauche des travailleurs locaux ou étrangers, les coûts de licenciement, les limitations du temps du travail pour les employés temporaires, ainsi que les démarches liées à la formation des travailleurs et la question des salaires, présentent en général les contraintes saillantes de carte régissant le monde du travail dans les pays sous-développés.

La qualité du facteur « travail » contribue à sont tour au dysfonctionnement du marché en question. Nombreux pays souffre de l'étendue de l'analphabétisme et l'inadéquation du système d'enseignement et de la formation, alors que la quasi-totalité des entreprises étrangères conditionnent le recrutement et l'embauche par la possession des qualifications, plus au moins élevées.

Le nombre des analphabètes dans des pays comme le Burkina Faso, atteint des seuils alarmants. L'ensemble de la population active comprend 81% des gens qui ignorent tant la lecture que l'écriture. En milieu rural ce taux bondit à 91%, alors que chez les femmes ce pourcentage est de 86%.¹¹

Une ventilation des individus ayant reçu un enseignement ou formation, selon les différents niveaux atteints, dévoile les carences de cette couche de la société. Sauf 1% des scolarisés ont pu atteindre un niveau supérieur, et plus que le niveau est élevé plus le pourcentage est diminué : 9% pour l'éducation primaire, contre 8 % pour l'éducation secondaire.

Même si la classe active de la société possède quelques qualifications, trouver un travail n'est pas toujours facile. La faiblesse de circulation de l'information dans le marché, vient s'ajouter aux autres entraves précitées. Dans les pays sous-développés, les demandeurs d'emploi s'appuient sur des réseaux bien typiques : liens familiaux et des amis, par voie de la presse, et une participation très faible des agences d'emploi privées ou publiques.

En sens inverse, les entreprises ont des embarras à trouver un travailleur qualifié ou non qualifier. Au Pérou, la tâche de recruter un employé peut prendre jusqu'à 23 semaines pour un travailleur qualifié, et 11 semaines pour un travailleur qui n'est qualifié. Dans d'autres pays, tels que la Tanzanie et le Pakistan, ces durées sont de 2 à 6 semaines.

Ces difficultés et entraves qui freinent la génération de l'emploi dans les pays sous-développés, suscitent beaucoup de réflexions concernant les moyens d'intervention pour en apporter le remède.

Conclusion et recommandations

Le climat des affaires et des investissements à changé ces dernières années. Il ressort que l'attractivité des pays en voie de développement à changé. Cette attractivité est en nette amélioration. Mais cependant les avantages qu'elle procure se répartissent différemment entre les pays, ceci malgré tous les efforts qui ont été consenties par plusieurs pays (entre autre l'Algérie).

Près de 60 % des IDE entrant se concentrent en Amérique du Nord, en Europe et au Japon. Les Pays en développement en appellent donc 40 %. Les États-Unis recueillent trois fois plus d'IDE que l'ensemble des PVD. La Chine devient le deuxième État d'accueil avec 12% du stock mondial. En matière d'emploi les statistiques montrent largement la disparité entre les pays. Le nombre de chômeurs a augmenté de 5 millions de personnes en 2013, 31.8 millions de travailleurs ont perdus leurs emplois après la crise de 2007. Malgré l'attraction des IDE nous pouvons conclure que la création d'emploi dans le monde reste peu probante.

Les gouvernements et les décideurs dans ces pays sont appelés à :

- Améliorer la qualité de la gouvernance, toute en veillant sur le respect et l'application de la loi, ainsi que la réduction de la corruption. Cela peut augmenter les Flux IDE en montant et en nombre de projets, un fait qui intensifie sans doute le nombre d'emplois créés.
- Instaurer une coopération régionale et internationale, pour diminuer les effets indésirables des politiques prises isolément, à savoir : l'augmentation d'une concurrence atroce en matière d'attractivité des IDE, ainsi que les risques des délocalisations éventuelles.
- Adapter les systèmes d'enseignements et de formation professionnelle à l'offre d'emploi, afin de minimiser l'inadéquation des qualifications.
- Encourager la formation au sein des firmes étrangères, ce qui permet aux travailleurs d'acquérir des qualifications de très haute qualité. Un fait qui peut avoir des effets positifs en cas d'immigration de ces travailleurs vers les entreprises locales.
- Favoriser un partenariat entre ces firmes et les établissements professionnels.

Notes et Références :

- 1-Alaya, M., investissement direct étranger et croissance économique : le cas de la Tunisie, CEMAFI, université de Nice Sophia Antipolis, 2004.
- 2- CNUCED, Rapport Annuel. Rapport sur l'investissement dans le monde ; Vue d'ensemble, 2006 (Voir <http://www.cnuCED.org>)
- 3-Henry, P. & Saint-Laurent, Les investissements directs étrangers (IDE) dans la région MEDA, ANIMA-AFII, notes & documents n° 23, 2006.
- 4- Hatem, F., Les tendances de l'investissement international en Europe par pays et régions d'origine (2002-2005)', AFII, notes et études, 2006.
- 5- CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde ; Vue d'ensemble , Evolution du stocks d'IDE en Afrique du Nord, 2013.
- 6- Vergnaud, E. Investissements directs étrangers : analyse des tendances récentes, conjoncture, BNP Paribas, Paris, 2006.
- 7- Christiansen, H. & Bertrand, A. Tendances et évolution récente de l'investissement direct étranger, Direction des affaires financières et des entreprises, OCDE, 2004.
- 8- The Héritage Foundation, Indice de liberté économique, 2015, (<http://www.heritage.org/index/>)
- 9- la banque, doing business, groupe de mesurer la réglementation des affaires classement de l'Algérie par indicateur, 2015.
- 10- Karamer, C. Le casse-tête de l'investissement en Asie, Finances & Développement, FMI, 2006.
- 11- Banque mondiale, BENIN : Une évaluation du Climat des Investissements, Washington DC, 2006.